

Table Ronde :

Les voix du front: Comment le dialogue entre la société civile, les entreprises et le gouvernement peut améliorer les droits de l'homme dans le secteur minier en RDC

Le mouvement mondial en faveur de l'"énergie verte" met en lumière des préoccupations de longue date liées à la sécurité et aux droits de l'homme dans le secteur minier de la République démocratique du Congo (RDC). Les consommateurs s'interrogent et les entreprises sont soumises à une demande croissante de transparence concernant les minéraux stratégiques destinés à la fabrication de produits tels que les téléphones portables et les batteries de véhicules électriques, notamment pour s'assurer qu'ils proviennent de sources responsables et n'alimentent pas de conflits.

Depuis 2018, DCAF soutient deux organisations majeures de la société civile (OSC) congolaise, l'une issue de la riche ceinture méridionale de cobalt et de cuivre de la RDC et l'autre issue de la zone dite de "minéraux de conflit" de l'Est de la RDC, dans leur approche innovante de dialogue direct entre les entreprises, les représentants du gouvernement et la société civile. En travaillant ensemble, nous avons constaté que cette approche multipartite offre de nouvelles possibilités, permettant l'identification, le suivi, la prévention et la résolution des problèmes de sécurité et de droits de l'homme liés au secteur minier de la RDC.

Deux défenseurs des droits de l'homme de ces OSC seront à Genève pour partager leurs retours d'expérience en matière de promotion du dialogue et de résolution des conflits. Parmi ceux-ci, citons (1) les moyens déployés pour améliorer l'identification et la résolution des pires formes de travail des enfants, (2) la formation de l'une des plus grandes industries chinoises d'extraction de cobalt et de cuivre sur la manière de prévenir et de traiter les incidents liés aux droits de l'homme, y compris les conflits avec les mineurs artisanaux, et (3) la mobilisation du gouvernement de la RDC pour soutenir des normes internationales telles que les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme.

Les orateurs :

- 🚩 Eric Kajemba, Directeur, Observatoire pour Gouvernance et Paix (OGP), Sud Kivu, RDC
- 🚩 Timothée Mbuya, directeur, Justicia Asbl, Lubumbashi, RDC
- 🚩 Dorothée Baumann-Paully, Centre de Genève pour les entreprises et les droits de l'homme
- 🚩 Modérée par Mirna Adjami, directrice principale de programme, DCAF

Date : Mardi 29 novembre 2022, 10h30-12h00. Ouverture des portes à 10h15

Lieu : Maison de la Paix, Pétale 5, 9ème étage, Chemin Eugène-Rigot 2^E, 1202 Genève

*L'événement se déroulera en français